

Cap au pire



Auguste Rodin. — "La Porte de l'Enfer", 1880-1917 (version en bronze).

Il y a deux manières de tenter, littéralement, de reprendre ses esprits, c'est-à-dire de se remettre à penser, après des atrocités comme le meurtre de Samuel Paty ou l'attentat de Nice. La première interroge le faisceau des causes. En veillant d'abord à ne pas oublier la cause de premier rang : une force théologico-politique violente, stratégique, déterminée à poursuivre un agenda conquérant (peut-être même pourrait-on dire impérialiste) imbibe des désaxés de rencontre, ou arme des fanatiques prêts à tout. Mais en prenant tout autant garde de ne pas nous en tenir à ça, et de nous demander également quelle part nous avons, ou plutôt nos gouvernants ont, de longue date, prise à la fabrication de notre malheur. La seconde reprise d'esprit tâche de réfléchir ce que nous sommes en train de faire sous le coup de ces abominations. Et dans quoi, croyant y répondre, nous sommes en train de nous jeter.

Nous étions déjà bien engagés dans le sas, mais le choc terroriste semble nous y précipiter irrésistiblement. Le sas vers quoi ? Le sas vers le fascisme. Nous n'y sommes pas encore, mais tout nous y pousse, à commencer par ceux qui ont été mis là supposément pour nous en prémunir — c'était l'époque du barrage. L'ennui cependant, avec "fascisme", c'est d'abord que, comme par une sorte de loi de Gresham, les mauvais usages ont chassé les bons. Ensuite qu'on n'en a que des concepts incertains, semble-t-il mal taillés pour l'époque.

Voir venir – mais quoi ?

De Gaulle était "fasciste", Giscard était "fasciste", Chirac était "fasciste" – il est certain que la catégorie y a perdu une bonne partie de son tranchant. *No pasaran*, ça donnait une consistance, et peu coûteuse avec ça — il n'y avait rien à empêcher de passer[†]. Mais s'il y a de nouveau quelque chose ? C'est la question-piège par excellence. Le scepticisme a toujours le recours de ses arguments formels : tant que le fascisme n'y est pas... il n'y est pas, et ceux qui y crient se vautrent à nouveau dans l'inanité. Le problème de la tautologie sceptique, c'est qu'elle loupe les transitions : quand, certes, on n'y est pas encore mais qu'on en prend le chemin. Même Françoise Giroud qui, pour avoir fini baderne n'avait pas si mal commencé, avait vu le risque :

"Ainsi commence le fascisme, il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez on dit : c'est lui ? vous croyez ? Il ne faut rien exagérer ! Et puis un jour on se le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser".

[†] Notable exception faite, tout de même, pour les "antifa" qui se tapaient (c'est le cas de le dire) le bruit de fond des Identitaires dans la rue...

Avec le fascisme, le problème du diagnostic formel c'est qu'avant l'heure c'est pas l'heure, et qu'après... ça ne l'est plus — en tout cas ça n'est plus celle de faire quelque chose pour l'éviter : "dans la gueule".

L'ennui avec "fascisme", c'est qu'on n'en a que des concepts incertains, semble-t-il mal taillés pour l'époque

La vigilance bien ajustée — celle qui ne voit le fascisme ni partout ni nulle part — n'est pas tout : encore faut-il qu'elle ait une idée un peu précise de ce qu'elle a à voir venir. Or, pour l'essentiel, la catégorie de "fascisme" est restée collée à sa première réalisation historique. Alors on cherche les chemises brunes, les brassards et les défilés au pas de l'oie, on n'en trouve pas, bien sûr — d'où l'on conclut logiquement qu'il n'y a rien. Orwell avertissait pourtant qu'il ne faudrait pas se laisser avoir car, quand un fascisme reviendrait, il pourrait fort bien porter chapeau melon et parapluie roulé sous le bras. C'était la version britannique. À la place du chapeau melon et du parapluie roulé, la version française, actuellement en pleine créativité, est en train de mettre ses attributs à elle, tout aussi trompeurs : la "laïcité" et la "république".

L'"État Français", celui de Pétain, nous avait au moins fait la grâce de la clarté : il avait suspendu la république, de sorte que les choses étaient restées bien en ordre : d'un côté il y avait le fascisme français, de l'autre son contraire — la république. Contre le fascisme, on pouvait invoquer la république. L'exercice présent de vigilance se trouve singulièrement compliqué de ce qu'il a à guetter un fascisme paradoxal : un fascisme revenant dans la guise de son contraire historique. Un fascisme "républicain".

L'historiographie aura bientôt à documenter cette impressionnante glissade du signifiant "république", passé en quelques années de marqueur incontestable de la gauche à point de ralliement des droites — droites extrêmes, extrême droite, extrême droite de gauche (Valls, le Printemps républicain), toutes les droites. Le Rassemblement national (RN) peut désormais sans hésiter protester de son parfait républicanisme, faire même de "l'assimilation républicaine la condition indispensable à la cohésion de la nation", et toutes ces choses lui sont accordées avec de moins en moins de réserve — on prendra vraiment la mesure de la glissade historique le jour où le "front républicain", d'abord destiné à contenir le FN-RN, pivotera pour se retourner, RN inclus, et "faire barrage" à Mélenchon. La République en marche (LRM), quant à elle, n'aura pas eu besoin de plus d'un an pour devenir La République Éborgne et Mutilé, ni le préfet Lallement de plus de quelques jours pour renouer avec une belle tradition française, celle de Papon, injustement interrompue — certes elle remontait à l'État Français, mais n'était finalement pas si antirépublicaine que ça en 1961, alors en 2019...

Atmosphère

Mais il y a aussi tout le reste, tout le supplément d'ambiance, car le fascisme commence comme une atmosphère, un cérébro-toxique gazeux, qui se respire et qui s'exhale. Avouons qu'à lui seul l'état d'urgence sanitaire indéfini, ses privations de liberté sans précédent, sa nouvelle forme d'exercice du pouvoir, qui confine à l'article 16 mais sans même la procédure, fait déjà son petit effet. Ou plutôt ses petits effets, parmi lesquels le pire : la création d'une habitude. Dans laquelle tout le reste vient se couler comme naturellement. Par exemple Castex, qui n'en peut plus qu'on interroge l'histoire ou qu'on regrette la colonisation. Macron avait bien parlé de crime contre l'humanité en 2017, mais chez lui les mots sont des petites choses qui volètent sans gravité et traversent sa tête sans aucune adhé-

rence. Castex fait plutôt dans l'obtus qui y croit. Blanquer également, qui n'en peut davantage et pense fondé de menacer, sans doute bientôt de pourchasser, les pensées qui lui déplaisent — au motif délirant, mais appelé à devenir universel, qu'elles "*arment les terroristes*". Moment dont on cherche un précédent dans l'histoire française de l'université : des théories sont nommément désignées par le ministre — et par le président de la République lui-même ! — et mises à l'index quasiment pour cause de trahison.

Le fascisme commence comme une atmosphère, un cérébro-toxique gazeux, qui se respire et qui s'exhale

La particularité de Blanquer, toutefois, par rapport à Castex, est qu'il est supposément le ministre du savoir. Malheureusement le ministre du savoir déteste les savoirs, en tout cas ceux qui font savoir des choses que lui ne veut pas voir — par exemple qu'il y a de la domination dans la société, des dominations même, et que parfois elles se chevauchent ou se cumulent. Pour ainsi dire elles s'intersectent. Il est vrai que Blanquer est, également un ministre des profs qui déteste les profs. En tout cas qui n'hésite pas, au lendemain de l'attentat, à les renvoyer à l'équarrissage viral, sans protocole, sans matériel, mais avec déni, avec mensonges, et pour finir en s'asseyant sur le minimum symbolique d'un hommage à peu près digne, où les profs ne seraient pas que des prétextes et auraient leur part. On aura noté qu'il n'est pas une défense de "*la république*" qui ne se drape dans "*Les Lumières*" et "*La Raison*", mais pour aussitôt éteindre la lumière et se torcher avec la raison. On écoute Castex, Blanquer ou bien Bruckner agressant Rokhaya Diallo, et on se demande s'ils sont plus fous que dangereux ou bien l'inverse. On reconnaît aussi une musique de fond, lointaine mais déjà entendue et entêtante : derrière les hommages opportunistes aux "*Lumières*", à bas la raison, vive l'ignorance, ne réfléchissons surtout pas à ce qui nous arrive.

Là-dessus Darmanin confirme son républicanisme d'époque : après celui du *sarkozysme*, celui du *macronisme* — qui ne le voit parfaitement à sa place dans un gouvernement Le Pen ? En tout cas il est indiscutablement l'homme de la situation. De quelle situation ? De la situation à laquelle Gramsci donne le nom de "*crise organique*", à savoir : quand ce qui ne peut plus être tenu par le consentement doit l'être par la coercition. Dans un régime qui demande tout à la police — sa survie —, il est logique qu'on accorde tout à la police. On lui accordera donc ce droit à la tranquillité qu'elle réclame à cors et à cris depuis si longtemps, droit de violenter comme elle veut, sans l'angoisse de ces reproches absurdes qu'on vient lui faire régulièrement.

On rêve d'une mise en présence — mais pourquoi donc *BFM* ne nous organise-t-elle pas ça ? — de Darmanin et de la veuve de Cédric Chauviat, car on voudrait voir si le ministre de la police en roue libre parviendrait à regarder la femme de l'assassiné avec la même mâle assurance que devant Jean-Jacques passe-plat Bourdin.

On voudrait lui faire revoir la séquence du *Burger King* et lui demander s'il considère que les *CRS* pris d'un élan de contrition seraient allés se dénoncer d'eux-mêmes à l'*IGPN*.

On voudrait lui rappeler la longue archive des PV falsifiés, parfois grossièrement, la pratique para-salariale désormais bien ancrée de poursuivre pour des "*outrages*" inexistants afin d'arrondir les fins de mois, pour savoir s'il maintient la proposition que "*par définition (sic), la parole des policiers vaut plus que la parole de celui qui ne l'est pas*"².

² M. Darmanin lors d'un congrès du syndicat policier Unsa-Police, le 10 septembre 2020.

On voudrait lui demander ce que ça lui fait qu'un film entier, comme celui de David Dufresne, se voie d'un coup précipité dans l'illégalité.

Illiberté, inégalité, infraternité

En tout cas nous distinguons plus clairement ce qu'il reste de la devise de la république défendue par ces républicains. Liberté ? Les libertés les plus fondamentales sont fermées les unes après les autres ou en voie de fermeture : liberté de manifester sinon au péril de sa vie ou de son intégrité physique, liberté intellectuelle de l'université gravement menacée, liberté d'informer amputée des images d'exactions policières. C'est-à-dire finalement libertés d'expression — du dissentiment politique, de la pensée, et de l'information — écrasées, comme il se doit, au nom de la-liberté-d'expression. À cet égard on pourrait déclencher le chrono, maintenant par exemple, top, pour voir combien de temps il va falloir aux médias défenseurs du monde libre pour s'apercevoir de l'émergence d'un tableau d'ensemble, en dire quelque chose, peut-être songer à remiser les photos de "l'illibéralisme" où l'on ne voit qu'Orbán, Erdoğan et Salvini — ou bien les compléter.

Suivante : égalité. Dans la république néolibérale, elle est devenue une telle fable qu'on ne trouve même plus utile de discerner l'outrage à la devise. On ne parle pas seulement de l'égalité économique, dont il n'est pas sûr qu'elle ait jamais eu titre à entrer dans la devise d'une république bourgeoise, mais de l'égalité en droit, celle qui est normalement l'objet de sa déclaration, et qui n'est pas moins foulée au pied, entre passe-droits grossiers pour les riches, droits non exercés pour les pauvres, comparutions outrageusement différentielles devant la justice, traitement "spécial" de certaines catégories de la population par la police, etc.

Maintenant on veut s'adonner sans entrave et jouir très fort : les Arabes ça suffit

La fraternité enfin. Celle-là également, il y a longtemps qu'elle est entrée dans le registre des choses dont la liquidation ne se remarque même plus. On dira, d'un point de vue d'anthropologie politique, que la fraternité n'a jamais été vraiment le fort des sociétés modernes, spécialement capitalistes. Alors elles font des phrases, mais accompagnées du codicille tacite qu'il ne faut tout de même pas les prendre au pied de la lettre. Il y a un moment cependant où, prise au pied, en haut ou au milieu, la lettre se rappelle à notre souvenir, et dit quelque chose dont la violation au-delà d'un certain point est une disgrâce. Ici se trouve le nouveau point "républicain" — mais de ce républicanisme inversé —, le point où les amulettes de la laïcité, de l'universalisme et de la liberté d'expression ne peuvent plus cacher la réalité de leur mobile : le point d'islamophobie, le point du supplément raciste qui fera la différence entre un "simple" régime autoritaire et un fascisme en marche. Logiquement, puisque c'est par excellence, le point disgracieux, c'est celui qu'il a fallu recouvrir le plus longtemps. Mais cacher demande des efforts et, des efforts, on n'a plus envie d'en faire. Maintenant on veut s'adonner sans entrave et jouir très fort : les Arabes ça suffit, et c'est un bonheur de pouvoir le crier à pleins poumons avec rien en face.

Jouissances "républicaines"

La psychanalyse appelle jouissance cette sorte de joie trouble qui, venant satisfaire certains intérêts pulsionnels très profonds, peut survenir même à la faveur d'événements malheureux. Les attentats islamistes, c'est atroce, mais il y a quand même un petit quelque chose de bien agréable à gratter là-dedans. La formule de la jouissance aura été livrée par Bruckner qui, en toute sa personne, signale une époque tellement imbibée de racisme anti-arabe qu'elle n'estime même plus utile de se mettre

en frais d'habileté, et dit tout, bien cash : son inquiétude, à Bruckner, c'est qu'un imbécile ne vienne "tirer sur une mosquée" parce que "ça nous ferait perdre l'avantage moral". L'"avantage moral", ou l'asile de la pulsion politique. Nous connaissons donc les considérations réelles qui guident Bruckner : que sa jouissance ne soit pas ternie, et que sa nouvelle joie demeure. Mais Bruckner n'est pas seul. C'est tout le camp "républicain" qui a été parcouru par une onde de jouissance déferlante, qui hurle une rage mêlée de bonheur : enfin !, après si longtemps, après tant de censures. Et ce débordement tombe sur un corps social à bout de nerfs, dont tous les ancrages sautent les uns après les autres sous le coup des déstabilisations successives, crises économique, sociale, sanitaire, confinements, avec désormais en prime les atrocités terroristes.

Dans un paysage de dislocation générale, où plus rien n'offre d'appui pour accommoder des chocs d'une violence extrême, un corps cherche frénétiquement quelque chose à faire pour se soulager de ses tensions. Mais pour se soulager, encore faut-il avoir quelque idée de son mal. Comment faire, alors, si cette idée, le sujet ne l'a pas ? S'enjoignant à lui-même de faire à tout prix quelque chose, mais ne sachant pas quoi, il fait n'importe quoi. Parce que n'importe quoi, c'est déjà quelque chose.

Sous la conduite du bocal républicain en ébullition, le corps social est entraîné à n'importe quoi. Car ce sont les "élites" qui déjantent en premier — et après on dira que seule la populace est travaillée par ses troubles passions (ses "émotions"...))

En juillet 2016, après le premier attentat au camion de Nice, Henri Guaino avait enjoint qu'on mette en faction un lance-roquette au bout de la Promenade des Anglais. Pour le camion d'après. Voilà ce que c'est "n'importe quoi pourvu que ça soulage". Allez arrêter des mômes de CM2 n'importe quoi pourvu que ça soulage : impression de "faire quelque chose"³. Les bien nommés *Les Républicains* demandent aujourd'hui qu'on suspende l'État de droit (républicain) : qu'on en finisse avec le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel, les conventions et les accords internationaux, qu'on monte un Guantánamo mais "à la française". On connaît, parce qu'elle est devenue un même ultra-célèbre, l'affichette britannique de la seconde guerre : *Keep calm...* Mais ça c'est bon pour ces grands salsifis d'Anglais. *Keep calm* ? Jamais de la vie ! Tout le contraire : *Get excited* ! Adonnez-vous ! Lance-roquette, Guantánamo, universités à purger, État de droit à la décharge, médias à images triées, police enfin libre, et surtout, surtout, Arabes à mettre au pas, c'est l'énorme fête. Et certifiée républicaine en plus.

Républiques du pire

Il est temps de s'apercevoir que "république" qui, conceptuellement, n'a jamais voulu dire grand-chose si ce n'est "état civil constitué", s'offre donc à tout dire, y compris le pire. On rappellera en particulier aux "républicains" d'aujourd'hui qu'il y eut en Italie une République de Salò, et que psalmodier "république" ne livre, par soi, que de minces garanties. Dans l'esprit d'Orwell, on leur accordera toutefois que si un fascisme peut revenir avec chapeau melon et parapluie roulé, tout ce qui porte chapeau melon et parapluie roulé n'est pas fasciste pour autant. Semblablement, il y a sans doute des amis de la laïcité et de la république qui ne partagent pas ce que d'autres font de la "laïcité" et de la "république". Hélas, ce sont pour l'heure les faux-monnayeurs qui prolifèrent.

Il y a sans doute des amis de la laïcité et de la république qui ne partagent pas ce que d'autres font de la "laïcité" et de la "république"

³ Lire François Bonnet, "Apologie du terrorisme : les familles d'Albertville disent leur stupéfaction", Mediapart, 9 novembre 2020.

Alors on ne voit plus que la république du sas, la république qui conduit à la non-république, à la manière de *Les Républicains* appelant au démantèlement du droit républicain, et des *Républicains En Marche* vers la démolition, pièce par pièce, de la république. Un régime prend sa place dans l'histoire avec et par des images. Le macronisme occupe d'ores et déjà la sienne avec un lot exceptionnel d'images effarantes. Pas seulement celles des yeux crevés et des bras en lambeaux, mais aussi celles des lycéens de Mantes agenouillés, ou de journalistes mis en joue par des *LB*, et, depuis ce matin, celle des carnets de correspondance contrôlés par des policiers en armes.

Et tous ces braves gens se croient bien certains de pouvoir tenir le haut du pavé moral. Ils parlent comme l'extrême droite, vont faire connaître leurs pensées dans des hebdomadaires d'extrême droite, ou sur des chaînes d'information continue d'extrême droite. Et c'est cela qui, non seulement prétend s'appeler "*la république*", mais voudrait faire baisser la tête à tous les autres.

Bien sûr les fascismes historiques n'ont jamais eu grande considération pour les anti-fascismes. Mais jusqu'à présent ils se contentaient de les écraser. Désormais ils voudraient au surplus leur faire honte.

Alors non, ça, ça n'ira pas du tout. Que nous n'y soyons pas encore n'empêche pas que nous voyions assez bien vers quoi ces "*républicains*" nous emmènent. Et toutes leurs éruclatations, toutes leurs saturations de l'espace médiatique, n'empêcheront pas non plus de redresser en conséquence les distributions de la honte. La honte, deux fois la honte, pour ceux qui liquident la république au nom de la république.

Frédéric Lordon

Lire aussi

- Serge Halimi, "*Attentats terroristes : la machine infernale*", *Le Monde diplomatique*, novembre 2020.
- "*En finir avec le peuple souverain*", "*Aux armes, historiens*", *Manière de voir* n°166, août-septembre 2019.
- Laurent Bonelli, "*Les forces de l'ordre social*", *Le Monde diplomatique*, juillet 2020.
- Gilbert Achcar, "*Dans le tiers-monde, un "grand confinement" dévastateur*", *Le Monde diplomatique*, novembre 2020.